

GUÉRIN (M. Maurice), Député du département du Rhône (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638); est proclamé deuxième vice-président de cette Haute Cour (p. 663).

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport relatif au Règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Amendement de M. Mollet à l'article 13* (A. de 1945, p. 94); *Amendement de M. Frédéric-Dupont à l'article 14* (p. 98); Art. 58 : *Question des amendements* (p. 114); — des propositions de loi relatives à la Constitution et à la Déclaration des Droits : *Discussion générale* : (A. de 1946, p. 639 et suiv.); — des conclusions du rapport sur la composition et la compétence du Conseil économique : *Discussion générale* (p. 2036).

GUÉRIN (Mme Rose), Député du département de la Seine (5^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommée membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139); de la Commission supérieure des allocations familiales (p. 234).

Dépôts :

Le 28 février 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à la date d'application des arrêtés préfectoraux fixant le salaire des travailleurs à domicile, n° 534. — Le 1^{er} mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner aux femmes déportées politiques non rapatriées le droit de priorité en matière de logement, n° 549. — Le 23 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de Mme Jeannette Vermeersch et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître la qualité de salariés au personnel des

services domestiques en lui accordant le bénéfice de toutes les lois sociales, codifiées ou non, et en le soumettant aux juridictions compétentes en vertu de cette reconnaissance, n° 1168.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement à l'article 19* (A. de 1945, p. 181); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *Loi de Finances* : *Son amendement à l'article 3* (p. 306); *POPULATION* : *Discussion générale* : *Ouvrières mères de famille* (p. 609). — Est entendue au cours de la discussion d'interpellations sur la politique du ravitaillement (A. de 1946, p. 450). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; *Dispositions spéciales* : Art. 48 : *Ses observations* (p. 2376).

GUIGUEN (M. Louis), Député du département du Morbihan.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P.T.T. (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 139).

Dépôt :

Le 8 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour que l'exercice normal de leur droit de vote soit assuré à tous les Français qui pour une raison majeure seraient absents de leur domicile légal lors des élections, n° 622.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *Loi de Finances* : *Son amendement à l'article 80* (A. de 1945, p. 345); *MARINE MARCHANDE* (p. 442); *TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS* : *Discussion générale* : *Port de Lorient* (p. 503).